



**RETRAITES**  
**ex AEROSPATIALE - MBDA**  
**BOURGES**

8, Place Malus  
18000 BOURGES

A Bourges, le 14 Novembre 2019

**DÉTOURNEMENT DES RICHESSES CRÉÉES  
PAR LE TRAVAIL VERS LE CAPITAL**

**ON PEUT INVERSER ÇA PAR LA LUTTE UNITAIRE DE MASSE  
QUI EST A CONSTRUIRE**

Dans une économie capitaliste il y a un conflit permanent entre le **Travail** et le **Capital**.

La CGT considère que le **Travail** n'est pas un coût mais un atout économique et social, un investissement humain alors que le **Capital** coûte de plus en plus cher pour l'ensemble de la société.

Le Produit Intérieur Brut (PIB), somme des Valeurs Ajoutées des sociétés non financières, exprime le produit du **Travail Humain** donc la richesse qui est répartie entre **Salaire** et **Profit**.

Dans l'ensemble de l'économie, la part des salaires dans la valeur ajoutée a augmenté de 8 points entre 1960 et 1979 mais a diminué de 10 points entre 1980 et 2018.

Sachant que chaque point (calculé sur le PIB moyen de 1960 à 2018 soit 1034 mds €) représente 10,34 mds € par an, 10 points de **baisse** de la part salaire dans la valeur ajoutée c'est en moyenne 103,4 milliards d'euros par an, mais 228 milliards en 2018.

Ainsi de 1980 à 2018, pendant 38 ans ce sont 3 929 milliards d'€uros qui ont été détournés du travail vers le **Capital** donc du **salaire vers le profit**.

Toute répartition de la valeur ajoutée est prise sur le travail ! Le profit, le salaire direct, la cotisation sociale, les cotisations sociales, celles des salariés et celles dites « patronales » sont partie intégrante du salaire et servent à financer la Protection Sociale notamment par la Sécurité Sociale.

Le Patronat mène une bataille idéologique pour présenter cette partie cotisation comme une charge qui pèse sur les entreprises. Cela est totalement faux et purement politique.

Pour satisfaire le MEDEF, les gouvernements libéraux ont mis en place des exonérations de cotisations très importantes de l'ordre de 90 milliards d'€uros aujourd'hui qui impactent les recettes de la **Sécurité Sociale** et **107 mds** si on inclut les retraites complémentaires et l'assurance **chômage**, tout cela sans effets démontrés sur l'emploi.

En effet, 13,5 % des emplois soit 3,7 millions de personnes ont un statut précaire, pour l'essentiel des CDD et de l'Interim.

C'est ainsi que les exonérations de cotisations sociales autour du SMIC, pour le patronat, ont eu pour principal effet d'augmenter la proportion de Smicards dans les services et de plus en plus dans l'industrie.

En 2019, les dividendes s'envolent. Au 2<sup>ème</sup> trimestre ils atteignaient 463 mds dans le monde et la France est de loin le pays en Europe où les **rentiers** sont les mieux rémunérés avec 46 milliards et une croissance de 3,1 %.

L'évasion fiscale s'élève à 120 milliards d'€uros en France qui est 3<sup>ème</sup> sur le podium européen.

A tous ces cadeaux il faut ajouter le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité, Emploi) qui représente une niche fiscale considérable soit 40 mds €.

Puis il y a un coût du capital qui a des effets dans la vie quotidienne des salariés et des populations.

C'est clair, aujourd'hui un(e) salarié(e) donne en moyenne 45 jours de son travail aux actionnaires de son entreprise chaque année contre 12 jours en 1981.

C'est de la rente indue qui se chiffre à environ 100 mds d'euros annuels.

Ainsi, le capital a un coût non seulement économique et environnemental mais également social et la répartition des richesses créées par le travail en sa faveur montre la croissance des inégalités et de la pauvreté.

Ainsi en France il y a 9 millions de pauvres, 14,7 % de la population qui vivent sous le seuil de pauvreté fixé à 1 015 euros par mois.

Pendant ce temps-là, également en France, 8 milliardaires possèdent à eux seuls autant que 30 % des français les moins riches et deux français, Bernard ARNAULT et Françoise BETTENCOURT sont dans le lot des 26 les plus riches du monde et les grands patrons du CAC40 ont des appointements qui ont progressé de 11 % en 2018 avec en moyenne 5,6 millions annuels.

Pour aller vers la fin d'une telle situation il faut valoriser le travail et dévaloriser le Capital. Dans l'histoire cette dévalorisation s'est opérée en France par la mise en place en 1946 de la Sécurité Sociale par notre Camarade Ambroise CROIZAT, ministre du Travail.

Il faut rappeler que le Conseil National de la Résistance dont la CGT était une composante syndicale, le 15 mars 1944 dans la clandestinité, publiait un programme qui organisait la lutte armée, préparait l'insurrection à l'échelle nationale contre l'occupant Nazi et ses valets Pétainistes et jetait pour l'après-guerre les bases politiques, économiques et sociales d'une République nouvelle.

Mais il faut rappeler aussi que Denis KESSLER ancien vice-président du MEDEF dans un article paru le 4.10.2007 dans le Magazine Challenges écrivait :

*« Le modèle social Français est le pur produit du Conseil National de la Résistance, un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. ». « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil de la Résistance ! »*

C'est ce que Macron, son gouvernement en accord avec le Medef continuent de faire avec leur politique ultra libérale. Ils font tout pour affaiblir les Services Publics et les mettre encore d'avantage aux services des intérêts privés.

L'activité humaine de production de richesses est aujourd'hui gangrenée par leur volonté d'accumuler toujours plus d'argent et de pouvoir, de détruire les droits des travailleurs plutôt que de développer la richesse pour les salaires, les retraites, l'emploi, les services publics et l'environnement.

Aussi, les luttes qui se mènent un peu partout dans le pays et qui traduisent un profond mécontentement aident au développement du tous ensemble pour aboutir le plus rapidement possible à un rapport de forces gagnant.

**Pour le Jeudi 5 Décembre, les organisations syndicales et de jeunesse CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNEF, FIELD, MNL, UNL dans une déclaration s'engagent à construire un plan d'action contre le projet de réforme des retraites par points et pour gagner un renforcement, une amélioration du système actuel de retraite solidaire et intergénérationnel ».**

Elles déclarent que « l'émergence et la construction de luttes dans les différents secteurs professionnels montrent la nécessité d'apporter des réponses aux salariés (es) en termes d'emploi, de salaires, d'égalité entre les femmes et les hommes, de conditions de Travail. Autant de sujets qui sont étroitement liés aux questions de la Retraite et que l'actuel projet de réforme gouvernemental aggravera. »

**Les syndicats appellent l'ensemble des salarié(e)s du secteur privé comme du secteur public, des retraité(e)s, des privé(e)s d'emploi, des jeunes, à une première journée de grève interprofessionnelle le Jeudi 5 Décembre.**

A nous dans nos syndicats CGT de préparer cette action nationale et son prolongement avec nos adhérents et les salariés du privé et des services publics.

*Roger LÉGER*